



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.182/4
du 6 octobre 2025

advies 78.182/4
van 6 oktober 2025

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'fixant les modalités de travail
des comptables justiciables du
SPF Économie, P.M.E.,
Classes moyennes et Énergie'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot vaststelling van de
opdrachten van de
rekenplichtigen van de FOD
Economie, K.M.O.,
Middenstand en Energie'

Le 5 septembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et de l'Agriculture à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant les modalités de travail des comptables justiciables du SPF Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 octobre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Anne-Stéphanie RENSON, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 octobre 2025.

*

Op 5 september 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Landbouw verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de opdrachten van de rekenplichtigen van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 oktober 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 oktober 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 2 mentionne, parmi les fondements juridiques de l'arrêté en projet, l'article 30, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 aout 2024 'portant exécution de l'article 37 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2017 portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1^{er}, 87, § 2/1, 89, alinéa 1^{er}, et 96, alinéa 1^{er} de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'.

L'article 30 de l'arrêté royal du 12 aout 2024 dispose :

« Le comptable justiciable, dont le compte de gestion a été arrêté en débet par la Cour des comptes, est entendu par les personnes habilitées à cette fin au sein des services, selon les modalités déterminées par le ministre fonctionnel compétent.

Ces personnes émettront leur avis dans un rapport adressé au ministre fonctionnel compétent, sur la base duquel ce dernier prendra la décision de citer ou non le comptable justiciable en débet devant la Cour des comptes ».

Le rapport au Roi indique à ce sujet ce qui suit :

« Afin d'offrir une garantie supplémentaire au comptable justiciable, le ministre fonctionnel compétent définit les modalités selon lesquelles le comptable justiciable sera entendu et désigne les personnes habilitées à cette fin. De cet entretien, les personnes désignées rédigent un procès-verbal destiné au ministre fonctionnellement compétent. Sur la base duquel celui-ci décide de citer le comptable justiciable en débet devant la Cour ou de s'abstenir s'il le considère comme fondé à se prévaloir de la force majeure. L'intervention des personnes habilitées permet au comptable justiciable de se justifier en cas de déficit ».

L'habilitation prévue à l'article 30, alinéa 1^{er}, concerne donc spécifiquement l'organisation de l'entretien entre les personnes habilitées à cette fin et le comptable justiciable.

Interrogé quant à la disposition du projet à l'examen se fondant sur cette disposition, le délégué a expliqué ce qui suit :

« C'est pour la dernière partie de ce § : Le comptable justiciable, dont le compte de gestion a été arrêté en débet par la Cour des comptes, est entendu par les personnes habilitées à cette fin au sein des services, selon les modalités déterminées par le ministre fonctionnel compétent.

Selon ma lecture, l'article 6 de l'arrêté ministériel est une application de cet article [...] ».

Toutefois, l'article 6 du projet énonce les règles de procédure à respecter lorsqu'un déficit apparaît dans les écritures du comptable justiciable, conformément à l'article 29 de l'arrêté royal du 12 août 2024, et n'établit nullement les modalités de l'audition du comptable justiciable envisagée par l'article 30, alinéa 1^{er}, du même arrêté.

Il en résulte que l'article 30, alinéa 1^{er}, n'est pas mis en œuvre par le projet à l'examen.

Sa mention sera dès lors omise de l'alinéa 2.

2. L'alinéa 4 précisera que l'accord du Ministre du Budget a été donné le 29 août 2025.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Interrogé sur le sens à donner, au 1^o, à l'expression « en temps utile dans la bonne période comptable », le délégué a indiqué qu'il convenait de laisser au comptable justiciable un délai de cinq jours à compter de la fin de la période comptable concernée.

De son accord, la disposition sera revue pour y mentionner de manière précise le délai dont dispose le comptable justiciable.

2. Au 2^o, par souci de sécurité juridique, le mot « Périodiquement » sera, de l'accord du délégué et dès lors que telle est l'intention, remplacé par les mots « Au moins une fois par mois ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 3.

3. Au même 2^o, de l'accord du délégué, les mots « peut vérifier si » seront remplacés par les mots « vérifie si » et les mots « peut créer un rapport » seront remplacés par les mots « crée un rapport ».

Article 2

1. Au 1°, de l'accord du délégué, les mots « de manière périodique » seront remplacés par les mots « au moins une fois par mois ».

2. Au 2°, alinéa 1^{er}, de l'accord du délégué, les mots « Il convient d'établir un rappel de paiement » seront remplacés par les mots « Il établit un rappel de paiement » et les mots « Il est nécessaire de contrôler régulièrement les créances » seront remplacés par les mots « Il contrôle au moins une fois par mois les créances ».

3. Au 3°, interrogé à ce sujet, le délégué a admis qu'il n'y avait pas lieu de se référer dans un arrêté réglementaire au *Guide des recettes* mis à disposition au sein du département.

La dernière phrase sera dès lors omise.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour le 4°, alinéa 2, dernière phrase, et, au sujet du renvoi au manuel des recettes non fiscales, pour l'article 6, alinéa 1^{er}, 1^{ère} phrase.

4. De l'accord du délégué, le 4° sera modifié comme suit.

À l'alinéa 1^{er}, les mots « le service juridique peut introduire » seront remplacés par les mots « le service juridique introduit ».

À l'alinéa 2, les mots « Le service juridique peut aussi procéder » seront remplacés par les mots « Le service juridique procède ».

Au même alinéa, les mots « Il peut ensuite être conseillé de considérer les droits comme irrecevables, après quoi les droits pourront être définitivement annulés ou mis en surséance indéfinie après accord » manquent de lisibilité et seront remplacés par les mots « Lorsque le service juridique constate que les droits sont irrécouvrables, ils sont définitivement annulés ou mis en surséance indéfinie après accord ».

5. Interrogé sur le sens à donner au 5°, le délégué a admis que la formulation manquait de clarté, en particulier en ce qui concerne les mots « si le contentieux n'est pas fondé ». Face au risque d'ambiguïté, le délégué a précisé que l'hypothèse envisagée en l'espèce concernait les cas où une contestation survenait.

Il a en outre indiqué :

« En pratique, les dossiers sont envoyés au Service juridique qui va analyser les possibilités de recouvrement, mais aussi la base légale et les éventuelles difficultés du dossier. Par exemple, si le montant est minime, les frais de justice à investir dans son recouvrement [ne] sont peut-être pas justifiés. Il peut également y avoir des problèmes d'interprétation, des questions de 'scope', etc. On va presque toujours envoyer au minimum une mise en demeure, vu que cela ne nous coûte pas ».

Sur la base de ces explications, il a proposé la formulation suivante :

« 5° si la créance est contestée sur le fond, le dossier est transmis au service juridique, qui analyse le dossier. Si la créance est considérée comme recouvrable par le Service juridique, une mise en demeure est envoyée, après quoi un avocat est désigné pour entamer une procédure de paiement au nom du département ; ».

La disposition sera revue en ce sens.

6. Interrogé sur la portée du 6° et des hypothèses visées par la disposition, le délégué a répondu :

« punt 6 is eigenlijk een bijkomende reden of basis waarom een vastgesteld recht geannuleerd kan worden. Naast de normale afwikkeling van een vastgesteld recht via de dienst inning en invordering of via de vaststelling van oninvorderbaarheid door de juridische dienst is er een mogelijkheid om rechten te schrappen op basis van een wet die bepaalde oude vorderingen schrapt. Dit is uiteraard een uitzonderingsmaatregel, maar is één van de gronden om vorderingen te schrappen, voor de volledigheid dient ze best vermeld te worden ».

Compte tenu de ces explications, la disposition sera revue afin de prévoir que, lorsque le droit constaté doit être annulé en raison de la modification ou de l'annulation de la loi qui en constituait le fondement, l'ordonnateur motive sa décision en se référant explicitement à la modification ou à l'annulation de la disposition législative concernée.

Article 4

1. De l'accord du délégué, les mots « il convient de le signaler » seront remplacés par les mots « celui-ci le signale ».

2. La disposition en projet énonce, en ses troisième et quatrième phrases :

« Le versement peut s'effectuer après la création des coordonnées du débiteur. Dès que le débiteur existe, la somme indument perçue est créditée sur le compte du débiteur et une nouvelle proposition de remboursement est lancée par le comptable justiciable au nom de l'ordonnateur concerné ».

Interrogé sur le sens à donner à ces modalités, plus spécifiquement en ce qui concerne la « création » de coordonnées non définies, le délégué a indiqué que ces deux phrases étaient superflues et devaient être omises.

La disposition sera revue en ce sens.

Article 5

L'alinéa 2, 1° à 3°, reproduit des règles déjà consacrées par l'article 26, alinéa 4, de l'arrêté royal du 12 août 2024.

Comme la section de législation l'a déjà observé à plusieurs reprises, il y a lieu d'omettre des dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure, soit en la reproduisant, soit en la paraphrasant. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il donne par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir de l'auteur du projet de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul auteur de la disposition de force obligatoire supérieure.

Mieux vaut par conséquent omettre les points 1° à 3° et rédiger l'alinéa 2 comme suit :

« Outre les documents visés à l'article 26, alinéa 4, de l'arrêté royal du 12 aout 2024 portant exécution de l'article 37 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2017 portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1^{er}, 87, § 2/1, 89, alinéa 1^{er}, et 96, alinéa 1^{er} de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, les documents suivants sont annexés aux comptes annuels envoyés au fonctionnaire de surveillance pour vérification :

1° les pièces justificatives des droits constatés négatifs comptabilisés dans cet exercice ;

2° les dépenses sur base de caisse (les remboursements aux clients) ».

Article 6

1. S'il peut être admis que les alinéas 1 à 3 trouvent leur fondement juridique dans l'article 31, alinéa 5, de l'arrêté royal du 12 aout 2024, en vertu duquel le ministre fonctionnel compétent définit les modalités de la surveillance du comptable justiciable, tel n'est pas le cas pour les alinéas 4 et 5 qui sont étrangers à ces modalités de surveillance. Ces alinéas ne reposent pas davantage sur l'habilitation prévue par l'article 30, alinéa 1^{er}, du même arrêté.

En l'absence d'un fondement juridique permettant de les adopter, les alinéas 4 et 5 seront omis.

2. En ce qu'il prévoit qu'en cas de déficit dans la gestion d'un comptable justiciable, le fonctionnaire de surveillance établit un procès-verbal qui mentionne le montant du déficit, la date à laquelle il est apparu et les circonstances dans lesquelles il s'est produit, l'alinéa 2 reproduit des règles déjà consacrées par l'article 29, alinéa 2, de l'arrêté royal du 12 aout 2024.

Pour les raisons indiquées dans l'observation sous l'article 5, il convient soit d'omettre ces reproductions, soit d'insérer au début de l'alinéa 2 les mots « Conformément à l'article 29, alinéa 2, de l'arrêté royal du 12 aout 2024 portant exécution de l'article 37 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2017 portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1^{er}, 87, § 2/1, 89, alinéa 1^{er}, et 96, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, [la suite comme au projet] ».

Article 7

1. Il ressort des explications du délégué que la disposition trouve son fondement juridique dans l'article 31, alinéas 1^{er} et 5, de l'arrêté royal du 12 aout 2024.

L'article 31 dispose :

« Tout comptable justiciable ou tout groupe de comptables justiciables fait l'objet d'une surveillance par un fonctionnaire de surveillance ou par un service de surveillance désignés par le ministre fonctionnel compétent.

L'organe chargé de la surveillance contrôle la conformité du compte de gestion avec les données comptables, y compris les droits constatés, ainsi que la situation de caisse du comptable justiciable et dresse des procès-verbaux des contrôles effectués.

En cas de cessation temporaire ou définitive de la fonction du comptable justiciable, ainsi qu'en cas de constatation d'un déficit, l'organe chargé de la surveillance effectue une vérification approfondie de la gestion du comptable justiciable et en dresse un procès-verbal.

Les procès-verbaux visés ci-dessus sont joints aux comptes de gestion.

Les modalités de la surveillance sont définies par le ministre fonctionnel compétent dont le comptable justiciable relève ».

Compte tenu de cette habilitation, la section de législation n'aperçoit pas le fondement juridique du 4°, en vertu duquel le fonctionnaire de surveillance « désigne un comptable intérimaire si le comptable est absent pendant au moins trois mois et ne peut exercer ses fonctions ».

Un tel pouvoir octroyé au fonctionnaire de surveillance n'est par ailleurs pas compatible avec l'article 21 de l'arrêté royal du 12 aout 2024, qui réserve au ministre fonctionnellement compétent le pouvoir de désigner un comptable justiciable remplaçant en cas d'absence ininterrompue de trois mois du comptable justiciable, en prévoyant en son alinéa 2 que cette désignation a lieu « dans les formes définies à l'article 18 » du même arrêté.

Le 4° étant dépourvu de fondement juridique, il sera omis.

2. Dans un souci de lisibilité, la disposition sera, de l'accord du délégué, scindée en deux alinéas, le premier énonçant que le fonctionnaire de surveillance est toujours un supérieur hiérarchique du comptable justiciable, et le second énonçant ses missions et les modalités de son contrôle.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Het tweede lid vermeldt als een van de rechtsgronden van het ontworpen besluit artikel 30, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 ‘betreffende de uitvoering van artikel 37 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2017 tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’.

Artikel 30 van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 luidt als volgt:

“De rekenplichtige wiens beheersrekening door het Rekenhof werd afgesloten met een tekort, wordt gehoord door de daarvoor bevoegde personen binnen de diensten, overeenkomstig de door de functioneel bevoegde minister vastgelegde modaliteiten.

Deze personen zullen hun advies uitbrengen in een aan de functioneel bevoegde minister gericht rapport, op basis waarvan hij tot al dan niet dagvaarden van de rekenplichtige voor het Rekenhof zal beslissen.”

Daarover staat in het verslag aan de Koning het volgende te lezen:

“Om de rekenplichtige een bijkomende zekerheid te bieden, bepaalt de functioneel bevoegde minister de modaliteiten onder dewelke de rekenplichtige zal gehoord worden en stelt de daarvoor toegestane personen aan. Van dit onderhoud maken de aangestelde personen een proces-verbaal op dat bestemd is voor de functioneel bevoegde minister op basis waarvan hij beslist de rekenplichtige in tekort voor het Rekenhof te vervolgen of het na te laten als hij het tekort als gerechtvaardigd acht zich op overmacht te beroepen. De tussenkomst van de bevoegde personen biedt de mogelijkheid aan de rekenplichtige zich ingeval van tekort te verantwoorden.”

De machtiging waarin artikel 30, eerste lid, voorziet, slaat dus specifiek op het organiseren van het onderhoud tussen de daartoe gemachtigde personen en de rekenplichtige.

Op een vraag over de bepaling van het voorliggende ontwerp die op die bepaling steunt, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“C’est pour la dernière partie de ce § : Le comptable justiciable, dont le compte de gestion a été arrêté en débet par la Cour des comptes, est entendu par les personnes habilitées à cette fin au sein des services, selon les modalités déterminées par le ministre fonctionnel compétent.

Selon ma lecture, l'article 6 de l'arrêté ministériel est une application de cet article (...).”

Artikel 6 van het ontwerp vaardigt echter regels uit voor de procedure die moet worden gevolgd wanneer in de schrifturen van de rekenplichtige sprake is van een tekort zoals bepaald in artikel 29 van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024, en bevat helemaal geen regels voor het horen van de rekenplichtige als bedoeld in artikel 30, eerste lid, van datzelfde besluit.

Het gevolg is dat artikel 30, eerste lid, niet door het voorliggende ontwerp ten uitvoer wordt gelegd.

In het tweede lid van de aanhef hoort het bijgevolg niet te worden vermeld.

2. In het vierde lid moet nader worden gesteld dat de akkoordbevinding van de minister van Begroting dateert van 29 augustus 2025.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Op de vraag wat de woorden “tijdig (...) in de juiste boekhoudperiode” in de bepaling onder 1° beduiden, heeft de gemachtigde geantwoord dat de rekenplichtige een termijn van vijf dagen moest worden gelaten, te rekenen vanaf het einde van de betreffende boekhoudperiode.

Hij heeft beaamd dat de bepaling moet worden herzien zodat ze nauwkeurig aangeeft over welke termijn de rekenplichtige beschikt.

2. De gemachtigde is het ermee eens dat het woord “periodiek” in de bepaling onder 2° moet worden vervangen door de woorden “minstens een keer per maand”, dit omwille van de rechtszekerheid en omdat dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 3.

3. In dezelfde bepaling onder 2° moeten, zoals de gemachtigde heeft beaamd, de woorden “kan de rekenplichtige nagaan of” worden vervangen door de woorden “gaat de rekenplichtige na of”, en moeten de woorden “kan een rapport maken” worden vervangen door de woorden “maakt een rapport”.

Artikel 2

1. De gemachtigde is het ermee eens dat de woorden “op periodieke basis” in de bepaling onder 1° moeten worden vervangen door de woorden “minstens een keer per maand”.

2. In de bepaling onder 2°, eerste lid, moeten, zoals de gemachtigde heeft beaamd, de woorden “er wordt te gepasten tijde een betaalherinnering opgemaakt” worden vervangen door de woorden “hij maakt te gepasten tijde een betaalherinnering op”, en moeten de woorden “Het is noodzakelijk om regelmatig te controleren of er openstaande vervallen vorderingen openstaan” worden vervangen door de woorden “Hij controleert minstens een keer per maand de vorderingen”.

3. Wat de bepaling onder 3° betreft, heeft de gemachtigde desgevraagd toegegeven dat in een verordenend besluit niet hoort te worden verwezen naar de Handleiding ontvangsten die binnen het departement beschikbaar is.

De laatste zin van die bepaling moet dus worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de bepaling onder 4°, tweede lid, laatste zin, en in verband met een verwijzing naar de Handleiding niet-fiscale ontvangsten, voor artikel 6, eerste lid, eerste zin.

4. De gemachtigde is het ermee eens dat de bepaling onder 4° als volgt moet worden gewijzigd.

In het eerste lid moeten de woorden “kan de juridische dienst de openstaande vorderingen indienen” worden vervangen door de woorden “dient de juridische dienst de openstaande vorderingen in”.

In het tweede lid moeten de woorden “De juridische dienst kan ook een grondig onderzoek doen” worden vervangen door de woorden “De juridische dienst doet ook een grondig onderzoek”.

In hetzelfde lid moeten de woorden “Er kan vervolgens geadviseerd worden dat het recht als oninvorderbaar dient beschouwd te worden waarbij het recht definitief geannuleerd kan worden of in onbepaald uitstel kan worden geboekt na akkoord” omwille van de leesbaarheid worden vervangen door de woorden “Wanneer de juridische dienst vaststelt dat het recht oninvorderbaar is, wordt het definitief geannuleerd of in onbepaald uitstel geboekt na akkoord”.

5. Naar aanleiding van de vraag hoe de bepaling onder 5° moet worden gelezen, heeft de gemachtigde toegegeven dat die tekst onduidelijk is, in het bijzonder de woorden “indien het geschil niet gegrond is”. In verband met die onduidelijkheid heeft de gemachtigde gesteld dat het hier gaat om gevallen waarin sprake is van een betwisting.

Voorts heeft hij op het volgende gewezen:

“En pratique, les dossiers sont envoyés au Service juridique qui va analyser les possibilités de recouvrement, mais aussi la base légale et les éventuelles difficultés du dossier. Par exemple, si le montant est minime, les frais de justice à investir dans son recouvrement [ne] sont peut-être pas justifiés. Il peut également y avoir des problèmes d’interprétation, des questions de ‘scope’, etc. On va presque toujours envoyer au minimum une mise en demeure, vu que cela ne nous coute pas.”

Op basis van die uitleg heeft de gemachtigde de volgende formulering voorgesteld:

“5° indien de vordering ten gronde wordt betwist, wordt het dossier overgezonden aan de juridische dienst, die het analyseert. Indien de juridische dienst de vordering als invorderbaar beschouwt, wordt een ingebrekestelling verstuurd, waarna een advocaat wordt aangesteld om in opdracht van het departement een procedure tot betaling op te starten;”.

De bepaling moet in die zin worden herzien.

6. Op een vraag over de strekking van de bepaling onder 6° en over de gevallen die daarin worden bedoeld, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“punt 6 is eigenlijk een bijkomende reden of basis waarom een vastgesteld recht geannuleerd kan worden. Naast de normale afwikkeling van een vastgesteld recht via de dienst inning en invordering of via de vaststelling van oninvorderbaarheid door de juridische dienst is er een mogelijkheid om rechten te schrappen op basis van een wet die bepaalde oude vorderingen schrapt. Dit is uiteraard een uitzonderingsmaatregel, maar is één van de gronden om vorderingen te schrappen, voor de volledigheid dient ze best vermeld te worden.”

Gelet op die uitleg moet de bepaling worden herzien, zodat wordt bepaald dat wanneer het vastgestelde recht moet worden geannuleerd vanwege de wijziging of nietigverklaring van de wet die er de rechtsgrond van vormde, de ordonnateur zijn beslissing met een uitdrukkelijke verwijzing naar de wijziging of nietigverklaring van de betreffende wetsbepaling motiveert.

Artikel 4

1. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moeten de woorden “wordt dit gerapporteerd” worden vervangen door de woorden “rapporteert deze dat”.

2. De derde en de vierde zin van de ontworpen bepaling luiden als volgt:

“De storting kan gebeuren na de creatie van de debiteurgegevens. Zodra de debiteur is gecreëerd, wordt de onterecht ontvangen som op de rekening teruggestort en wordt hiertoe een nieuw terugbetalingsvoorstel gelanceerd door de rekenplichtige in opdracht van de betrokken ordonnateur.”

Op de vraag wat die regels beduiden, meer bepaald in verband met de “creatie” van gegevens die niet nader zijn bepaald, heeft de gemachtigde geantwoord dat die beide zinnen overbodig zijn en moeten worden weggelaten.

De bepaling moet in die zin worden herzien.

Artikel 5

Het tweede lid, 1° tot 3°, herhaalt regels die al in artikel 26, vierde lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 zijn neergelegd.

De afdeling Wetgeving heeft al meermalen opgemerkt dat bepalingen die alleen maar een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, moeten worden weggelaten. Een dergelijke werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan over de aard van de regel in kwestie. Ze wekt bovendien de indruk dat het aan de steller van het ontwerp toekomt die regel te wijzigen, terwijl dat een bevoegdheid is die uitsluitend aan de steller van de hogere norm toebehoort.

Het is dus beter de punten 1° tot 3° weg te laten en het tweede lid als volgt te stellen:

“Naast de documenten bedoeld in artikel 26, vierde lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 betreffende de uitvoering van artikel 37 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2017 tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, worden de volgende documenten gevoegd bij de jaarrekening die ter verificatie aan de toezichthoudende ambtenaar wordt gezonden:

1° de verantwoordingsstukken voor de in het boekjaar geboekte negatieve vastgestelde rechten;

2° de uitgaven op kasbasis (de terugbetalingen aan klanten).”

Artikel 6

1. Het is weliswaar aannemelijk dat het eerste tot het derde lid hun rechtsgrond ontleen aan artikel 31, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024, krachtens hetwelk de functioneel bevoegde minister de regels voor het toezicht op de rekenplichtige bepaalt, maar dat is niet het geval met het vierde en het vijfde lid, die buiten die toezichtregels vallen. Die twee leden steunen evenmin op de machtiging waarin artikel 30, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit voorziet.

Bij gebreke van rechtsgrond op basis waarvan ze kunnen worden vastgesteld, moeten het vierde en het vijfde lid worden weggelaten.

2. Indien er een tekort in het beheer van een rekenplichtige wordt vastgesteld, vermeldt de toezichthoudende ambtenaar luidens het tweede lid het bedrag van het tekort alsook de datum waarop en de omstandigheden waarin het tekort is ontstaan, in een proces-verbaal. Zodoende neemt dat tweede lid regels over die al in artikel 29, tweede lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 zijn neergelegd.

Om de redenen die in de opmerking over artikel 5 zijn aangehaald, dienen die overgenomen bepalingen te worden weggelaten, ofwel moet het tweede lid als volgt worden gesteld: “Overeenkomstig artikel 29, tweede lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 betreffende de uitvoering van artikel 37 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2017 tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, maakt, wanneer de administratie een tekort in het beheer van een rekenplichtige vaststelt, de toezichthoudende ambtenaar [voorts zoals in het ontwerp].”

Artikel 7

1. Uit de uitleg van de gemachtigde blijkt dat de bepaling haar rechtsgrond ontleent aan artikel 31, eerste en vijfde lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024.

Dat artikel 31 luidt als volgt:

“Elke rekenplichtige of groep van rekenplichtigen is onderworpen aan toezicht door een toezichthoudende ambtenaar of door een toezichthoudende dienst aangesteld door de functioneel bevoegde minister.

Het orgaan dat belast is met het toezicht controleert de overeenstemming tussen de beheersrekening en de boekhoudgegevens, met inbegrip van de vastgestelde rechten, alsook de kastoestand van de rekenplichtige en maakt van deze uitgevoerde controles processen-verbaal op.

In geval van tijdelijke of definitieve stopzetting van het ambt van de rekenplichtige, alsook in geval van de vaststelling van een tekort, voert het orgaan dat is belast met het toezicht een grondig nazicht uit van het beheer van de rekenplichtige en stelt hiervan een proces-verbaal op.

De hierboven bedoelde processen-verbaal worden aan de beheersrekeningen toegevoegd.

De modaliteiten met betrekking tot het toezicht worden door de minister, onder dewelke de rekenplichtige valt, opgesteld.”

Gelet op die machtiging, ziet de afdeling Wetgeving niet wat de rechtsgrond van punt 4° is, krachtens hetwelk de toezichthoudende ambtenaar “een tijdelijk rekenplichtige aan[stelt] ingeval de rekenplichtige minstens drie maanden afwezig is en zijn functie niet kan uitoefenen.”

Dat een dergelijke bevoegdheid aan de toezichthoudende ambtenaar wordt verleend, is trouwens niet verenigbaar met artikel 21 van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024. Dat artikel behoudt de bevoegdheid om een plaatsvervangend rekenplichtige aan te stellen in geval van een ononderbroken afwezigheid van drie maanden, aan de functioneel bevoegde minister voor, en bepaalt in het tweede lid dat die aanstelling plaatsvindt “in de vorm als omschreven in het artikel 18” van dat besluit.

Punt 4° moet worden weggelaten, aangezien het geen rechtsgrond heeft.

2. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moet de bepaling omwille van de leesbaarheid in twee leden worden gesplitst. Het eerste lid bepaalt dan dat de toezichthoudende ambtenaar steeds een hiërarchisch meerdere van de rekenplichtige is, en het tweede lid vermeldt zijn opdrachten en de regels voor het toezicht dat hij uitoefent.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO